



Union Départementale des Syndicats CGT de la Nièvre  
2 Bis Boulevard Pierre de Coubertin  
58000 NEVERS  
[ud58@cgt.fr](mailto:ud58@cgt.fr) - 03.86.71.90.90.

## Dossier de presse :

Notre pays fait face à une vague de casse industrielle d'une ampleur rarement égalée. La situation de l'emploi est catastrophique dans de nombreuses filières industrielles : automobile, sidérurgie, verre et céramique, carton, bois, papier, chimie, cimenterie, construction, commerce, aérospatiale, caoutchouc, etc. **150000 emplois sont directement menacés.**

La stratégie financière des directions d'entreprise est en train de détruire l'industrie. La recherche de rentabilité à court terme menace les emplois et l'avenir de sites industriels, parfois malgré l'existence de projets alternatifs portés par les salariés concernés avec la CGT. Malgré tout, les luttes se multiplient, à l'image de Michelin, Vancorex... qui s'opposent aux plans de suppressions d'emplois.

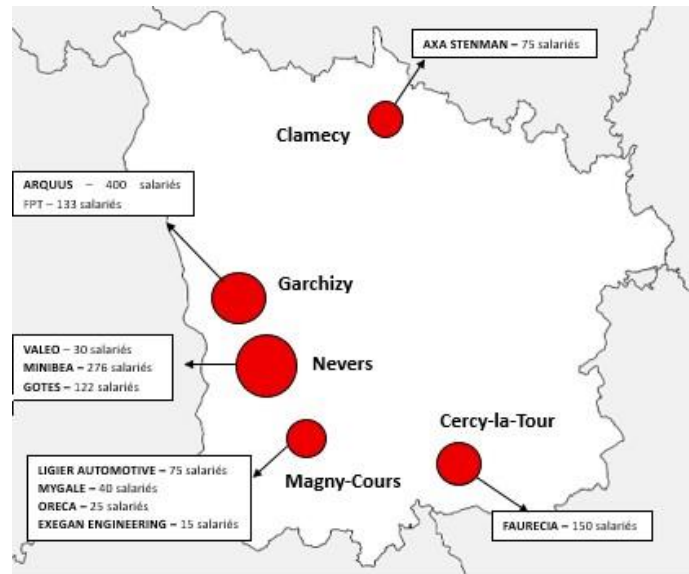


### FOCUS sur nos entreprises de la filière automobile dans notre département :

La filière automobile représente 3,9 % de l'emploi salariés dans notre département. Les entreprises du secteur, hors concessions automobiles et garagistes, dépendent largement de groupes mondialisés, Valéo, Minibea Access Solution, Gates, Faurecia, Arquus... eux-mêmes sous-traitants des constructeurs automobiles.

Or, aujourd'hui la filière automobile est confrontée à des difficultés multiples, structurelles et conjoncturelles. Depuis plusieurs années, elle doit faire face à un double enjeu de compétitivité et de mutations profondes liées notamment aux réponses à apporter aux enjeux environnementaux et sociétaux.

A l'international elles se traduisent par la chute des ventes de Stellantis (PSA, etc.) tant en Italie qu'aux Etats-Unis, la fermeture programmées de 3 usines Volkswagen en Allemagne... en France par la fermeture de Michelin à Cholet et Vannes, de Valéo à La Suze sur Sarthe, La Verrière, L'Isle d'Abeau alors que l'Etat est le premier actionnaire du groupe et que ce dernier a affiché un bénéfice de 221 millions d'euros en 2023.



**FPT Powertrain**, sous-traitant d'Iveco et spécialisé dans le reconditionnement des moteurs, a mis ses salariés en chômage partiel (28 jours) d'octobre à décembre. Si l'employeur « s'avère rassurant » quant à l'avenir de l'entreprise, l'inquiétude reste de mise chez les salariés qui considèrent qu'au-delà de trois mois les perspectives de travail sont maigres.

Il en va de même chez **Faurecia** à Cercy-la-Tour. Spécialisée dans la fabrication des armatures de sièges automobiles pour Renault notamment, l'entreprise, sans perspective réelle de nouveaux produits, connaît des jours chômés chaque mois. Certaines productions devraient de plus s'arrêter dès l'an prochain.

**Arquus**, sur un secteur d'activité quelque peu différent, connaît des problèmes similaires : manque de visibilité sur le travail à venir - on craint une baisse d'activité de 30 à 40 % - perte de marché alors que le groupe a été racheté récemment par l'industriel Belge John Cokerill peu présent à l'origine sur ce segment de l'armement.

**Minebea Access Solution** connaît quant à elle un redémarrage difficile depuis la sortie du PSE en 2021 suite à la perte de son activité historique, la sécurité habitacle, son coût de main d'œuvre n'étant plus suffisamment rentable.

Aujourd'hui l'entreprise tente de quitter le secteur de l'automobile et mise sur leur matériau spécifique, le Zamak, alternative à l'aluminium, au plastique etc...

Pour autant, malgré les subventions perçues, l'investissement dans de nouvelles machines, l'activité est des plus fluctuantes notamment en production, la fonderie quant à elle restant le domaine « d'excellence » de l'entreprise.

Si le chômage partiel a pu être évité ces derniers mois par l'obligation de prendre des jours de congés ce qui a permis le maintien de l'équilibre financier de l'entreprise, son utilisation n'est pas exclue dans les mois à venir.

### Des activités pour combien de temps ?

**Valeo** n'a conservé que son pôle électronique sur Nevers et les 30 salariés encore présents sur le site produisent un chiffre d'affaires s'élevant à 39 millions d'euros ! L'entreprise s'est diversifiée depuis deux ans, utilisant - c'est à souligner - le Crédit Impôt Recherche pour développer son secteur R & D, et former les salariés dans le cadre des nouvelles orientations de l'entreprise.

Pour autant Valéo Nevers qui a connu le chômage technique en 2022-2023, dépend largement de Minebea dont elle est locataire. La fermeture de Minebea entraînerait de facto celle de Valéo.

Seul **Gates** connaît une charge de travail identique aux années précédentes, voire une légère hausse, malgré la chute des commandes de courroies de distribution suite au développement des véhicules électriques. La recherche de nouvelles gommages pourrait favoriser le développement de l'entreprise.

### **Une feuille de route automobile Etat /région pour quoi faire ?**

En Bourgogne-Franche-Comté, la Région et l'État ont créé, en 2022, une équipe commune dédiée aux entreprises sous-traitantes de la filière automobile : la Force d'intervention mutations automobiles (FIMA).

Elle a pour objectifs de s'assurer que toutes les entreprises de la région ont anticipé les mutations de l'automobile et disposent d'un plan stratégique ; d'accompagner rapidement les entreprises qui en ont besoin, en leur proposant rapidement une solution adaptée à leur besoin ; de disposer d'une connaissance fine de l'impact des mutations de la filière sur les sous-traitants implantés en Bourgogne-Franche-Comté.

**Au regard de ce qui se passe dans nos entreprises, il y a loin de la coupe aux lèvres.**

<b>La Cgt porte cinq revendications immédiates :</b>
<ol style="list-style-type: none"><li>1. Un moratoire sur les licenciements pour sauvegarder les emplois, les qualifications et les compétences</li><li>2. Un plan national de maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie</li><li>3. La conditionnalité des aides publiques doit être mise immédiatement au service de l'arrêt de la casse industrielle</li><li>4. Un plan d'urgence pour l'investissement productif avec la création d'un pôle public financier</li><li>5. L'organisation d'Assises de l'industrie.</li></ol>



**La CGT appelle les salariés du privé, du public, à se mobiliser dans le département le 12 décembre 2024 et à se rassembler devant la préfecture à Nevers, à 10h.**